



Synthèse du rapport sur les réfugiés syriens en Turquie, en Jordanie et au Liban (Janvier 2014)

En mars 2013, une délégation internationale d'élus et de personnels des gouvernements locaux, regroupés sous l'égide de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), s'est rendue dans les municipalités turques, jordaniennes et libanaises, soumises à l'afflux de réfugiés syriens.

La délégation souhaitait d'une part apporter un message de solidarité, et d'autre part dresser une liste des besoins des différentes municipalités afin de les exposer aux membres de CGLU.

En janvier 2014, huit mois après la fin de cette mission, un rapport de UGCL-MEWA, en collaboration avec CUF, FCM, UMT et VNG, apporte des mises à jour sur la situation dans les trois pays concernés. Il ressort que la collaboration entre les ONG, les agences internationales et les gouvernements locaux reste marginale. Cela explique la faible efficacité en ce qui concerne l'acheminement de l'aide aux réfugiés.

Les autorités locales appellent au soutien international afin de pouvoir répondre à leurs responsabilités, qui ne peuvent et ne doivent pas être remplacées par le travail, malgré tout nécessaire, des ONG et des agences des Nations Unies. Il est alors urgent de soutenir les gouvernements locaux afin de garantir la stabilité sociale.

La Turquie accueille aujourd'hui plus de 500 000 réfugiés (200 005 dans les 21 camps de réfugiés construits depuis le début de la crise et 306 527 en dehors de ces camps). Les conclusions des rapports indiquent que si la Turquie réussit dans l'ensemble à gérer positivement l'afflux de réfugiés sur son territoire, les réfugiés logés en dehors des camps sont toutefois soumis à des conditions de vie plus dures que celles des réfugiés dans les camps. La proportion des réfugiés hors des camps qui ont accès à l'aide des agences humanitaires est extrêmement faible (17% pour les hommes et 9% pour les femmes). CGLU va donc coordonner la mise en œuvre de l'intégration des réfugiés syriens sur le terrain et les partenariats avec le gouvernement central, les ONG et les agences internationales.

En Jordanie, la situation est beaucoup plus tendue. En effet, la Jordanie dépend déjà de l'aide internationale et s'inquiète de l'impact économique de la crise des réfugiés syriens. Environ 549 092 réfugiés sont enregistrés auprès de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), et 77% vivent en dehors des camps, principalement dans le nord du pays. Ce nombre ne cesse de croître et la situation crée une compétition entre les populations d'accueil et les populations réfugiées pour l'accès aux ressources jordaniennes telles que l'emploi, l'éducation et la santé, qui risque, à terme, de déstabiliser le pays. Les autorités locales jordaniennes ont donc lancé un appel à l'aide. Plusieurs projets sont en cours pour répondre à l'urgence. La ministre du commerce extérieur et de la coopération pour le développement néerlandais a notamment proposé une approche municipale pour les camps. De plus, des ateliers ont été organisés dans les camps pour définir un plan d'action et établir les possibles contributions des municipalités

étrangères. Enfin, des actions sont mises en place pour obtenir le soutien des autorités jordaniennes.

Au Liban, les gouvernements locaux sont profondément affectés par la présence massive de réfugiés syriens. Au total, il y a au Liban entre 800 000 et 1 000 000 de réfugiés, répartis dans tout le pays, et environ un quart de ces réfugiés a des besoins particuliers (personnes âgées, femmes et enfants à risque, personnes malades ou handicapées). Par ailleurs, beaucoup de réfugiés arrivent au Liban de manière irrégulière et cela peut parfois conduire à des violations de leur protection (détention, accès difficile aux services de bases, insécurité etc.). De plus, l'extension de la crise et l'afflux massif de réfugiés créent une pression sur les communautés d'accueil libanaises, dont certaines sont déjà extrêmement pauvres. Les tensions liées à l'accès à l'eau, à l'électricité, aux services de santé et d'éducation sont de plus en plus importantes. Malgré la mise en place de programmes de soutien aux communautés par le UNHCR, les besoins des réfugiés syriens et des communautés d'accueil sont énormes.

Le rapport conclut que le sixième plan d'action régional, qui évalue les besoins des réfugiés syriens, mis en place par les agences de l'ONU et les ONG, n'inclut les autorités locales ni dans la planification ni dans le budget, à l'exception des programmes de soutien aux communautés au Liban (qui n'attribuent toutefois que 0,1% du budget alloué au Liban).

Dans ce contexte, les autorités locales demandent le soutien de la part des gouvernements locaux mondiaux. Le groupe de travail sur le Moyen-Orient de CGLU exhorte donc les ONG, et les agences nationales et internationales à inclure les autorités locales dans la réponse humanitaire pour améliorer l'efficacité de l'aide et protéger la stabilité régionale. Il appelle également ses membres à participer aux diverses actions de solidarité engagées. Par ailleurs, les projets de coopération entre les gouvernements locaux, les ONG et les organisations internationales devraient aussi permettre de renforcer l'efficacité de l'action des autorités locales sur le terrain.

A la suite de la mission **Cités Unies France** a lancé un appel au soutien de la part de ses adhérents et a mis en place un « fonds d'urgence pour les réfugiés syriens au Liban ». Jusque-là, ce fonds a permis de récolter plus de 50 000 euros. CUF tient à remercier les villes de Bordeaux, Nantes, Leers, Reims, Sézanne et Lannoy pour leur contribution à l'appui des gouvernements locaux libanais. Une réunion de travail avec ces villes doit être organisée à la suite des élections municipales françaises pour déterminer l'affectation de la somme récoltée.

De plus, CUF prévoit de mettre en œuvre des projets en collaboration avec l'Agence de Développement française (AFD). Un partenariat est notamment envisagé avec l'ONG ACTED qui souhaite développer un projet dont le but est d'améliorer les conditions de vie pour les réfugiés et les communautés d'accueil affectées par la crise syrienne en Jordanie et au Liban, en renforçant la cohésion sociale et la résilience économique, et en améliorant la mise à disposition de services par les municipalités. En plus de bénéficier directement aux populations, ce projet permettra le renforcement des capacités des autorités locales pour répondre aux besoins identifiés par les communautés, grâce à la mise en place de formations sur le terrain en direction des acteurs locaux.